

# Table des matières

## I. DROIT CONVENTIONNEL ET INTERNATIONAL

### Droit international

4 novembre 1950. – CONVENTION EUROPÉENNE de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ( <i>Mon. 19 août 1955; Err. Mon. 29 juin 1961</i> ) .....	1
28 juillet 1951. – CONVENTION internationale relative au statut des réfugiés et annexes ( <i>Mon. 4 octobre 1953</i> ) .....	12
23 mai 1969. – CONVENTION sur le droit des traités .....	14

### Droit de l'Union européenne

7 février 1992. – TRAITÉ sur l'Union européenne (Traité de Maastricht) – Version consolidée ( <i>J.O. C 202, 7 juin 2016</i> ) .....	20
25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée ( <i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i> ) .....	27

### Droit international humanitaire

14 décembre 1974. – RÉSOLUTION de l'A.G.N.U. A/RES/3314 (XXIX) portant la définition de l'agression, 2319 <sup>ème</sup> séance plénière .....	83
17 juillet 1998. – CONVENTION portant assentiment au Statut de Rome de la Cour pénale internationale .....	83

### Droit international privé

11 avril 1980. – CONVENTION des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juillet 1997</i> ) .....	97
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) ( <i>J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020</i> ) .....	101
27 novembre 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles IIbis) ( <i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i> ) .....	111
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) ( <i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i> ) .....	118
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) ( <i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i> ) .....	121
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps ( <i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i> ) .....	123
4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen ( <i>J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013; Rect. J.O. L 243, 23 septembre 2019</i> ) .....	124

24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1103 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux ( <i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017; Rect. J.O. L 167, 4 juillet 2018</i> ) .....	129
---	-----

16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé ( <i>Mon. 27 juillet 2004</i> ) .....	133
---	-----

### O.N.U.

10 décembre 1948. – DÉCLARATION UNIVERSELLE des droits de l'Homme ( <i>Mon. 31 mars 1949</i> ) .....	145
26 juin 1945. – CHARTE des Nations Unies .....	145

## II. DROIT CONSTITUTIONNEL

17 février 1994. – LA CONSTITUTION coordonnée ( <i>Mon. 17 février 1994</i> ) ..	151
8 août 1980. – LOI SPÉCIALE de réformes institutionnelles ( <i>Mon. 15 août 1980</i> ) .....	167
31 décembre 1983. – LOI de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone ( <i>Mon. 18 janvier 1984</i> ) .....	184
12 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE relative aux institutions bruxelloises ( <i>Mon. 14 janvier 1989; Err. Mon. 16 mars 1989</i> ) .....	192
6 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE sur la Cour constitutionnelle ( <i>Mon. 7 janvier 1989</i> ) .....	201

## III. DROIT ADMINISTRATIF - TEXTES GÉNÉRAUX

12 janvier 1973. – LOIS COORDONNÉES sur le Conseil d'État ( <i>Mon. 21 mars 1973</i> ) .....	214
24 juin 1988. – NOUVELLE LOI COMMUNALE – Arrêté de coordination ( <i>Mon. 3 septembre 1988, Err. Mon. 8 juin 1990</i> ) ratifié par la loi du 26 mai 1989, art. 1 (extrait art. 133–135) <sup>er</sup> ( <i>Mon. 30 mai 1989; Err. Mon. 30 août 1989</i> ) .....	233
22 avril 2004. – CODE de la démocratie locale et de la décentralisation ( <i>Mon. 12 août 2004; Err. Mon. 22 mars 2005</i> ) .....	234
18 juillet 1966. – LOIS COORDONNÉES sur l'emploi des langues en matière administrative ( <i>Mon. 2 août 1966</i> ) .....	344
29 juillet 1991. – LOI relative à la motivation formelle des actes administratifs ( <i>Mon. 12 septembre 1991</i> ) .....	351
16 mars 1954. – LOI relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ( <i>Mon. 24 mars 1954</i> ) .....	352
27 novembre 2000. – DIRECTIVE 2000/78/CE du Conseil portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ( <i>J.O. L 303, 2 décembre 2000</i> ) .....	356
10 mai 2007. – LOI tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ( <i>Mon. 30 mai 2007</i> ) .....	357
6 novembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination ( <i>Mon. 19 décembre 2008</i> ) .....	361

## IV. DROIT ADMINISTRATIF - TEXTES SPÉCIFIQUES

15 décembre 1980. – LOI sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (extrait art. 1 <sup>er</sup> -30, 40-57/1, 57/29-61, 61/11-61/25-7, 70/1-83, 91-95, annexe) ( <i>Mon. 31 décembre 1980</i> ).....	366
11 mars 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement ( <i>Mon. 8 juin 1999; Err. Mon. 22 décembre 1999</i> ) .....	402
4 juillet 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ( <i>Mon. 21 septembre 2002; Err. Mon. 1<sup>er</sup> octobre 2002</i> ).....	423
4 juillet 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (extrait art. 1 <sup>er</sup> -280) ( <i>Mon. 21 septembre 2002; Err. Mon. 4 octobre 2002</i> ).....	426
4 juillet 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ( <i>Mon. 21 septembre 2002; Err. Mon. 4 octobre 2002</i> ) .....	440
27 mai 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au livre I <sup>er</sup> du Code de l'environnement ( <i>Mon. 9 juillet 2004</i> ).....	441
20 juillet 2016. – CODE wallon du patrimoine ( <i>Mon. 14 novembre 2016</i> )....	495

31 janvier 2019. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution partielle du Code wallon du Patrimoine (extrait art. 1 <sup>er</sup> , R.0, R.8-1, R.11-1, AM.11-1, R.11-2, R.12-1, AM.12-1, R.12-3, R.12-4, R.12-5, R.12-6, R.12-7, AM.12-7, R.12-8, R.13-1, AM.13-1, R.14-1, AM.14-1, R.15-1, R.15-2, R.16, R.17, R.18, R.22-1, AM.22-1, R.24-1, R.24-2, R.24-3, R.24-4, R.25-1, AM.25-1, R.27-1, AM.27-1, R.34-1, AM.34-1, R.34-2, R.34-3, R.34-4, R.34-5, R.34-6, R.34-7, AM.34-7, R.34-8, AM.34-8, R.34-9, R.34-10, R.34-11, R.40-1, R.40-2, R.40-3, R.43-1, R.43-2, AM.43-2, R.43-3, AM.43-3, R.43-4, AM.43-4, R.43-5, AM.43-5, R.43-6, R.43-7, AM.43-7, R.43-8, AM.43-8, R.43-9, R.43-10, R.43-11, R.43-12, AM.43-12, R.43-13, R.43-14, AM.43-14, R.43-15, R.43-16, R.43-17, AM.43-17, R.43-18, R.43-19, R.44-1, AM.44-1, R.51, R.52, 9) ( <i>Mon. 8 mars 2019</i> ) .....	510
22 décembre 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon formant la partie réglementaire du Code du développement territorial (extrait art. 1 <sup>er</sup> -3, 5, 34) ( <i>Mon. 3 avril 2017</i> ).....	515
29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon de l'habitation durable ( <i>Mon. 4 décembre 1998</i> ) .....	572
17 juin 2016. – LOI relative aux marchés publics ( <i>Mon. 14 juillet 2016</i> ).....	612

## V. DROIT ADMINISTRATIF - FONCTION PUBLIQUE

18 décembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant le Code de la fonction publique wallonne ( <i>Mon. 31 décembre 2003</i> ) .....	638
22 janvier 1998. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne ( <i>Mon. 4 février 1998</i> ) .....	681
18 décembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ( <i>Mon. 31 décembre 2003</i> ).....	682